



KPMG Audit
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France



Audit Eurex
12, rue du 4-Septembre
75002 Paris
France

Easyvista S.A.
***Rapport des commissaires aux comptes sur les
comptes annuels***

Exercice clos le 31 décembre 2018
Easyvista S.A.
Immeuble Horizon 1
10, allée Bienvenue - 93160 Noisy-le-Grand
Ce rapport contient 31 pages



KPMG Audit
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France



Audit Eurex
12, rue du 4-Septembre
75002 Paris
France

Easyvista S.A.

Siège social : Immeuble Horizon 1
10, allée Bienvenue - 93160 Noisy-le-Grand
Capital social : € 3 147 969

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2018

A l'assemblée générale de la société Easyvista S.A.,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Easyvista S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- La note I « Faits caractéristiques de la période et événements post clôture » expose l'impact des Transmissions Universelles de Patrimoine Knowesia et Rift Technologie dans les comptes d'Easyvista S.A. Nos travaux ont consisté à vérifier le caractère approprié du traitement comptable appliqué et des informations présentées dans la note de l'annexe.
- La note II.2.2 « Immobilisations » de l'annexe expose notamment les règles et méthodes comptables relatives à la valeur d'inventaire des titres de participation et comptes courants afférents à ces participations. Nos travaux ont consisté à vérifier le caractère approprié des méthodes comptables appliquées, à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les estimations relatives à ces éléments et à vérifier les informations présentées en annexe.
- La note II.2.7 « Reconnaissance du chiffre d'affaires » de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relative à la reconnaissance du chiffre d'affaires. Nos travaux ont consisté à vérifier le caractère approprié des méthodes comptables retenues et à vérifier les informations présentées en annexe.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-3 et L.225-37-4 du code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assuré que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Les commissaires aux comptes

Paris La Défense, le 24 avril 2019


Paris, le 24 avril 2019

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Audit Eurex



Eric Lefebvre
Associé



Sandrine Jeanjacquot
Associée

EASYVISTA S.A.
Immeuble Horizon 1
10 Allé Bienvenue – 93160 NOISY LE GRAND

ETATS FINANCIERS AU 31 DECEMBRE 2018

S O M M A I R E

	<i>Pages</i>
Bilan au 31 décembre 2018	2 - 3
Compte de résultat	4 - 5
Annexe aux comptes annuels :	6
. Principes, règles et méthodes comptables	6 - 9
. Immobilisations	10
. Amortissements	11
. Provisions inscrites au bilan	12
. Créances et dettes	13
. Compléments d'information relatifs au bilan et au compte de résultat	14 - 23
. Engagements financiers et autres informations	24 - 25
. Tableau de financement	26

BILAN ACTIF

En €

<i>Rubriques</i>	<i>Montant Brut</i>	<i>Amortissements</i>	<i>Déc 2018</i>	<i>Déc 2017</i>
Capital souscrit non appelé				
Ecart d'acquisition	0	0	0	0
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	4 764 895	1 727 560	3 037 336	639 884
Frais d'établissement	0	0	0	0
Frais de recherche et développement	888 591	755 303	133 289	311 007
Concessions, brevets et droits similaires	496 234	364 079	132 155	183 227
Fonds commercial	3 085 705	505 549	2 580 155	0
Autres immobilisations incorporelles	294 365	102 629	191 736	145 650
Avances, acomptes sur immobilisations incorporelles	0	0	0	0
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 892 881	1 440 118	452 764	358 860
Terrains	0	0	0	0
Constructions	0	0	0	0
Installations techniques, matériel, outillage	0	0	0	0
Autres immobilisations corporelles	1 821 150	1 440 118	381 032	358 860
Immobilisations en cours	71 732	0	71 732	0
Avances et acomptes	0	0	0	0
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	5 535 152	918 368	4 616 783	8 564 620
Participations par mise en équivalence	0	0	0	0
Autres participations	0	0	0	4 866 460
Créances rattachées à des participations	0	0	0	0
Autres titres immobilisés	4 976 901	918 368	4 058 532	3 156 587
Prêts	415 927	0	415 927	411 303
Autres immobilisations financières	142 324	0	142 324	130 270
ACTIF IMMOBILISE	12 192 928	4 086 046	8 106 882	9 563 364
STOCKS ET EN-COURS	0	0	0	0
Matières premières, approvisionnements	0	0	0	0
En-cours de production de biens	0	0	0	0
En-cours de production de services	0	0	0	0
Produits intermédiaires et finis	0	0	0	0
Marchandises	0	0	0	0
FRS: AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR COMMANDES	14 095	0	14 095	39 928
CREANCES	29 997 655	516 957	29 480 698	20 273 930
Créances clients et comptes rattachés	10 582 118	90 137	10 491 981	6 689 571
Autres créances	19 416 515	426 820	18 989 695	13 584 359
Capital souscrit et appelé, non versé	0	0	0	0
DIVERS	1 285 496	14 295	1 271 201	1 815 266
Valeurs mobilières de placement	952 911	14 295	938 616	1 768 215
(dont actions propres)	747 572	12 663	734 909	668 215
Disponibilités	332 585	0	332 585	47 051
Impôts différés actif	0	0	0	0
COMPTES DE REGULARISATION	439 421	0	439 421	388 501
Charges constatées d'avance	439 421	0	439 421	388 501
ACTIF CIRCULANT	31 737 645	531 252	31 206 393	22 517 625
Charges à répartir sur plusieurs exercices	0	0	0	0
Primes de remboursement des obligations	0	0	0	0
Ecart de conversion – Actif	143 675	0	143 675	169 176
TOTAL GENERAL	44 074 248	4 617 298	39 456 950	32 250 166

En €

<i>Rubriques</i>	<i>Déc 2018</i>	<i>Déc 2017</i>
Capital social ou individuel (dont versé : 3 147 969	3 147 969	3 143 102
Primes d'émission, de fusion, d'apport	6 467 353	5 992 190
Ecart de réévaluation	0	0
Réserve légale	86 767	86 767
Réserves statutaires ou contractuelles	0	0
Réserves réglementées	0	0
Autres réserves	0	0
Report à nouveau	-349 791	-251 547
Ecart de conversion sur le résultat		
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	3 113 609	-98 244
Ecart de conversion	0	0
Subventions d'investissement	0	0
Provisions réglementées	0	10 709
CAPITAUX PROPRES	12 465 908	8 882 977
Produits des émissions de titres participatifs	0	0
Avances conditionnées	0	0
AUTRES FONDS PROPRES	0	0
Provisions pour risques	473 493	169 176
Provisions pour charges	0	0
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	473 493	169 176
DETTES FINANCIERES	8 586 841	9 323 367
Emprunts obligataires convertibles	7 500 000	7 500 000
Autres emprunts obligataires	0	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 072 019	1 817 492
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	14 822	5 875
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	0	0
DETTES D'EXPLOITATION	9 836 823	6 240 153
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 912 630	2 605 458
Dettes fiscales et sociales	5 924 192	3 634 695
DETTES DIVERSES	2 636 012	3 867 713
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	0	0
Autres dettes	2 636 012	3 867 713
COMPTES DE REGULARISATION	4 812 643	3 712 247
Produits constatés d'avance	4 812 643	3 712 247
DETTES	25 872 319	23 143 480
Ecart de conversion passif	645 230	54 533
TOTAL GENERAL	39 456 950	32 250 166

COMPTE DE RESULTAT
Jan 2018-Déc 2018
Jan 2017-Déc 2017

En €	Total	Total
Vente de marchandises	14 117 384	7 780 959
Production vendue de biens	-	-
Production vendue services	12 730 699	12 379 922
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	26 848 083	20 160 880
Production stockée	-	-
Production immobilisée	59 096	-
Subventions d'exploitation	-	-
Reprises/provisions & transferts de charges	187 636	239 911
Autres produits	444 119	537 961
PRODUITS D'EXPLOITATION	27 538 934	20 938 752
Achat d'études	3 922 710	644 410
Achat Marchandises	446 995	-
Variation de stocks	-	-
Achats de mat. 1ères et autres appros	-	-
Variation de stocks	-	-
Autres achats et charges externes	5 824 091	7 660 202
Impôts, taxes et versements assimilés	713 666	578 198
Salaires et traitements	8 740 437	7 500 323
Charges sociales	4 798 453	3 515 591
	-	-
Dotations d'exploitation	-	-
* Sur immobilisations : dotations aux amortissements	550 275	453 977
* Sur immobilisations : dotations aux dépréciations	-	-
* Sur actif circulant : dotations aux dépréciations	704	138 202
* Pour risques et charges : dotations aux provisions	1 866	-
Autres charges	315 907	168 293
CHARGES D'EXPLOITATION	25 315 103	20 659 197
RESULTAT D'EXPLOITATION	2 223 831	279 555
De Participations	-	-
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	-	-
Autres intérêts et produits assimilés	562 820	425 586
Reprises/provisions et transfert de charges	1 127 556	44 529
Différences positives de change	-	10 737
Produits nets sur cessions de VMP	-	-
PRODUITS FINANCIERS	1 690 376	480 852
Dotations aux amortissements, provisions et dépréciations	73 880	135 027
Intérêts et charges assimilées	546 270	730 740
Différences négatives de change	-	24 638
Charges nettes sur cessions de VMP	-	-
CHARGES FINANCIERES	620 150	890 404
RESULTAT FINANCIER	1 070 226	- 409 552
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	3 294 057	- 129 997
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	10 723	12 938
Produits exceptionnels sur opérations en capital	60 771	34 342
Reprises, provisions et transfert de charges	-	662 000
PRODUITS EXCEPTIONNELS	71 494	709 280

Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	217 151	662 854
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	9 708	3 964
Dotations aux amortissements et provisions	21 417	10 709
CHARGES EXCEPTIONNELLES	248 276	677 527
RESULTAT EXCEPTIONNEL	- 176 782	31 753
Participation des salariés au résultat	-	-
Impôt exigible sur les bénéfices	- 3 665	-
Impôts différés	-	-
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	-	-
Total des produits	29 300 804	22 128 884
Total des charges	26 187 195	22 227 128
BENEFICE OU PERTE	3 113 609	- 98 244

Résultat par action	1,88	-0,06
Résultat dilué par action	1,88	-0,06

Note préalable 1 : L'ensemble des données mentionnées dans les documents de synthèse sociaux est exprimé en euros sauf spécification contraire.

I – FAITS CARACTERISTIQUES DE LA PERIODE ET EVENEMENTS POST CLOTURE

Au titre de l'année 2018, EASYVISTA SA a réalisé un chiffre d'affaires de plus de 26,8 millions d'euros en progression de plus de 33% par rapport à la période correspondante de l'exercice 2017. Cette dynamique commerciale soutenue s'est traduite par le gain net de 89 nouveaux clients pour le groupe dont 26 en France. EASYVISTA a également bénéficié de la dynamique liée à la solution Self Help, déployée à la suite de l'acquisition de KNOWESIA, dont l'intégration opérationnelle et juridique est désormais pleinement effective.

Au cours de l'exercice 2018, EASYVISTA a enregistré un bénéfice d'exploitation qui s'élève à +2,2 M€ contre +0,3 M€ en 2017, pour la même période.

L'évolution du résultat financier, en progression de 1,5 M€ sur la période, est principalement liée à la reprise de provision de 918K€ sur la filiale anglaise. Les intérêts liés aux obligations convertibles souscrites au second semestre 2016 se sont poursuivis en 2018. Après prise en compte d'un résultat exceptionnel de -0,2 M€, le résultat net ressort à +3,1 M€, contre -0,1 M€ au titre de 2017.

La confirmation du retour à la rentabilité au cours de la période, après le franchissement du point mort d'exploitation en 2017, valide notre modèle économique. Le plan d'investissement déployé en 2017, concentré sur le renforcement des capacités commerciales, marketing et du positionnement technologique, avec l'acquisition de Knowesia, soutient activement notre dynamique de croissance.

EasyVista prévoit de poursuivre ses efforts d'investissement en marketing et technologie, notamment dans le domaine de l'intelligence artificielle appliquée aux services.

Dans le cadre de sa stratégie de différenciation technologique, le groupe avait procédé à l'acquisition de KNOWESIA en juillet 2017, renforçant son offre « selfcare ». Cette solution dorénavant commercialisée sous le nom EasyVista Self Help permet aux entreprises de réduire fortement le temps de résolution des problématiques IT. Au terme du processus d'intégration opérationnelle et par décision du Conseil d'Administration lors de sa réunion du 22 octobre 2018, la filiale KNOWESIA a été dissoute sans liquidation et son patrimoine transmis à EASYVISTA SA le 29 décembre 2018.

Dans ce contexte de simplification de la structure juridique du groupe, la filiale RIFT TECHNOLOGIE a également fait l'objet d'une Transmission Universelle du Patrimoine à la même date.

Au terme de ces deux opérations il a été constaté dans les capitaux propres :

Au titre de la TUP de la filiale Knowesia un mali de fusion de 2.580 k€

Au titre de la TUP de la filiale Rift Technologie un boni de fusion de 424 k€

Aucun autre élément postérieur au 31 décembre 2018 susceptible d'avoir un impact significatif sur les comptes présentés n'est intervenu.

II - PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

1. HYPOTHESES DE BASE

Les principes généraux de prudence, de régularité, de sincérité et d'image fidèle ont été respectés à partir des hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

La préparation des états financiers nécessite l'utilisation d'estimations et d'hypothèses qui peuvent avoir un impact sur l'application des méthodes comptables, sur les montants de certains actifs et passifs, ainsi que sur certains éléments du résultat de la période. Ces hypothèses, estimations ou appréciations sont établies sur la base d'informations ou situations existant à la date d'établissement des comptes, qui peuvent se révéler, dans le futur, différentes de la réalité. Elles concernent principalement les tests de valeurs sur les actifs et les provisions.

2. REGLES GENERALES D'ETABLISSEMENT ET DE PRESENTATION DES COMPTES

Les comptes annuels de l'exercice clos au 31/12/2018 ont été établis selon les normes définies par le plan comptable général (règlement ANC n°2014-03) approuvé par arrêté ministériel du 8 septembre 2014 et publié au JO le 15 octobre 2014. Ce règlement a été modifié, par les règlements suivants :

- Le règlement ANC n°2015-06 du 23 novembre 2015 approuvé par arrêté du 4 décembre 2015 relatif notamment à la définition du fonds commercial, l'évaluation des actifs incorporels et corporels postérieurement à leur date d'acquisition, le mali de technique de fusion;
- Le règlement ANC n° 2016-07 du 4 novembre 2016 approuvé par arrêté du 26 décembre 2016

2.1 Méthode des coûts historiques

La méthode de base retenue pour l'entrée et l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité générale a été la méthode des coûts historiques qui se caractérise par l'emploi de coûts nominaux exprimés en euros courants.

2.2 Immobilisations

La valeur brute des éléments de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée de ces immobilisations dans le patrimoine de la société.

L'amortissement a été calculé selon le mode linéaire considéré comme représentatif de l'amortissement économique.

Immobilisations incorporelles :

Les logiciels sont amortis sur une durée de 2 ans.

Les autres immobilisations incorporelles sont amorties sur une période de 3 ans.

En application du règlement CRC 2004-01, le fonds commercial (mali de fusion) a fait l'objet d'une dépréciation, l'activité traditionnelle des filiales d'Europe du Sud ayant été abandonnée complètement au profit de l'activité d'édition de logiciels.

Le mali technique provenant de la fusion de la société Knowesia ne donne lieu à aucun amortissement car sa durée de vie est indéfinie. A la clôture de chaque exercice, des cash flows prévisionnels sont calculés à partir du plan d'affaires sur 5 ans. Lorsque ces derniers sont inférieurs à la valeur nette comptable, une dépréciation est pratiquée.

Immobilisations corporelles :

Les agencements sont amortis sur une durée de 5 à 10 ans.

Le matériel et le mobilier de bureau, selon la nature des biens acquis, ont été amortis sur une durée de 3 à 5 ans.

Le matériel de transport est amorti sur une durée de 4 ans.

Les dispositions des règlements du comité de la réglementation comptable portant sur les actifs (CRC2004-07 relatif à la définition, à la comptabilisation et à l'évaluation des actifs, et CRC2002-10 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs) sont appliquées depuis le 1^{er} janvier 2005.

Immobilisations financières et autres créances :

La valeur brute des titres de participation et des créances rattachées figurant au bilan est constituée par leur coût d'acquisition, incluant les frais d'acquisition. Lorsque la valeur d'inventaire des participations et créances rattachées (comptes courants) est devenue inférieure à leur valeur comptable, une dépréciation est constatée du montant de la différence. La valeur d'inventaire correspond à la valeur d'utilité.

La société apprécie la valeur d'utilité des titres de participation et créances rattachées soit sur la base de la situation nette de la filiale, soit par l'analyse des budgets prévisionnels N+1 ainsi que des perspectives de croissance de l'entité diminués/augmentés de la dette/trésorerie nette.

2.3 Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées à leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

2.4 Disponibilités et VMP

Les liquidités disponibles en banque et en caisse ont été évaluées à leur valeur nominale.

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition. Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur de marché est inférieure à la valeur comptable à la clôture de l'exercice.

2.5 Opérations en devises étrangères

Les achats et les ventes en devises sont enregistrés au taux moyen du mois n-1.

Lors de chaque arrêté, la société calcule, devise par devise, ses positions de change relatives aux créances et dettes. Les écarts de change nets latents sont portés en écart de conversion ; les pertes nettes latentes sont provisionnées et les gains nets latents ne sont pas enregistrés au compte de résultat.

2.6 Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges ont été constituées pour couvrir notamment les risques liés aux pertes de change et aux dépréciations sur plan d'actions. Ces provisions s'élèvent après reprise des provisions à 473.493€ au 31 décembre 2018.

2.7 **Reconnaissance du Chiffre d'Affaires**

Le chiffre d'affaires est composé de licences (perpétuelles ou renouvelables), dont le revenu est reconnu en début de période lors du transfert de propriété, et de certaines autres prestations, dont le revenu est reconnu au fur et à mesure de leur exécution.

Le chiffre d'affaires comprend également des contrats d'abonnement (Saas), d'hébergement et de maintenance, dont le revenu est reconnu en résultat en tenant compte de la période d'abonnement courue sur l'exercice. Le montant du revenu lié aux prestations à effectuer sur l'exercice suivant est différé au passif du bilan en produits constatés d'avance.

Le chiffre d'affaires est essentiellement issu de :

- contrats de licences perpétuelles (ou licences « classiques ») pour lesquels le revenu est reconnu intégralement lors de l'envoi au client de la clef d'activation du logiciel.

- contrats de licences « renouvelables », par lequel le client dispose d'un accès au logiciel pour une période définie par contrat (le plus souvent, 36 mois). La maintenance du logiciel est assurée par Easyvista durant toute la période. A la demande du client, le logiciel peut être hébergé sur des serveurs externes supervisés par Easyvista. Pour ces contrats, le revenu est reconnu de la manière suivante : 80% du montant total du contrat au titre de la redevance de licence renouvelable est reconnu en revenu lors de l'envoi au client de la clef d'activation du logiciel, tandis que 20% du montant total du contrat est reconnu en revenu de manière linéaire sur la durée totale du contrat, au titre des prestations de maintenance et le cas échéant d'hébergement (prestations de « managed services »).

- contrats d'abonnement « SaaS » (« Software as a Service ») par lequel le client dispose d'un accès à distance au logiciel sur une plate-forme administrée par EasyVista. Pour ces contrats, le revenu est reconnu de manière linéaire sur la période d'abonnement.

- contrats de maintenance de logiciel, pour lesquels le revenu est reconnu de manière linéaire sur la période définie par le contrat.

- contrats de prestations de services pour lesquels le revenu est reconnu au fur et à mesure de la réalisation des prestations.

2.8 **Crédits d'impôts**

Aucun crédit d'impôt recherche n'a été comptabilisé sur l'exercice 2018.

Il a été constaté un crédit d'impôt innovation de 240.000 euros au titre des exercices comptables 2015, 2016 et 2017 dans la société mère EASYVISTA SA.

Il a été constaté un crédit d'impôt innovation de 80.000 euros au titre de l'exercice comptable 2018 au titre des projets réalisés par la société KNOWESIA.

Le Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi représente 67.521 € au titre de l'année 2018.

Il est demandé le remboursement du CICE par la société mère.

3. **CHANGEMENT DE METHODE**

Aucun changement de principe comptable ni de présentation ayant un impact significatif sur les comptes n'est intervenu au cours de l'année 2018.

IMMOBILISATIONS

En €	Début exercice	Variation de périmètre	Acquisitions	Cessions Diminutions Reclassement	Fin exercice
Ecart d'acquisition	-	-	-	-	-
Frais d'établissement, de recherche & développement	888 591	-	-	-	888 591
Autres postes d'immobilisations incorporelles	1 128 154	2 586 683	161 467	-	3 876 304
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2 016 745	2 586 683	161 467	-	4 764 895
Terrains	-	-	-	0	-
Constructions	-	-	-	0	-
Installations techniques, matériel et outillage	-	-	-	0	-
Installations générales, agencements, aménagements	742 174	53 752	98 965	-	894 892
Matériel de transport	-	-	-	0	-
Matériel de bureau, informatique, mobilier	771 875	81 167	74 879	(1 663)	926 258
Immobilisations corporelles en cours	-	-	71 732	0	71 732
Avances et acomptes	-	-	-	0	-
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 514 049	134 919	245 576	(1 663)	1 892 881
Participations mises en équivalence	-	-	-	0	-
Autres participations	4 866 460	(4 866 460)	-	0	-
Autres titres immobilisés	4 992 955	(16 055)	-	-	4 976 901
Prêts et autres immobilisations financières	541 573	21 172	609 397	(613 890)	558 251
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	10 400 988	(4 861 343)	609 397	(613 890)	5 535 152
TOTAL GENERAL	13 931 782	(2 139 741)	1 016 440	(615 553)	12 192 928

AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS

	Début exercice	Variation de périmètre	Dotations	Reprises Diminutions	Fin exercice
Ecart d'acquisition	-	-	-	-	-
Frais d'établissement, de recherche & développement	577 584	-	177 718	-	755 303
Autres postes d'immobilisations incorporelles	(*) 799 277	6 528	166 453	-	972 257
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 376 861	6 528	344 171	-	1 727 560
Terrains	-	-	-	-	-
Constructions	-	-	-	-	-
Installations techniques, matériel et outillage	513 055	17 282	125 312	-	655 649
Autres immobilisations corporelles	642 134	63 203	80 794	(1 663)	784 468
Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	0	-
Avances et acomptes	-	-	-	0	-
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 155 189	80 485	206 107	(1 663)	1 440 118
Participations mises en équivalence	-	-	-	0	-
Autres participations	-	-	-	0	-
Autres titres immobilisés	1 836 368	-	-	(918 000)	918 368
Prêts et autres immobilisations financières	-	-	-	0	-
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 836 368	-	-	(918 000)	918 368
TOTAL GENERAL	4 368 419	87 013	550 277	(919 663)	4 086 046

(*) Le montant du faux mali de fusion a été ajouté pour 505.550€

PROVISIONS

En €	Début exercice	Variation de Périmètre/ change	Dotations	Reprise Reclassement	Fin exercice 2018
PROVISIONS REGLEMENTEES					
Provisions pour litiges					
Provisions pour garanties données aux clients					
Provisions pour pertes sur marchés à terme					
Provisions pour amendes et pénalités					
Provisions pour pertes de change	169 176		61 451	86 953	143 675
Provisions pour pensions, obligations similaires					
Provisions pour impôts					
Provisions pour renouvellement immobilisations					
Provisions pour grosses réparations					
Provisions charges sociales et fiscales sur congés payés					
Autres provisions pour risques et charges			329 818		329 818
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	169 176	0	391 269	86 953	473 493
Dépréciation des immobilisations incorporelles	505 549				505 549
Dépréciation des immobilisations corporelles					
Dépréciation des titres mis en équivalence					
Dépréciation des titres de participation					
Dépréciation des autres immobilisations financières	1 836 368			918 000	918 368
Dépréciation des stocks et en cours					
Dépréciation des comptes clients	98 045	8 564	704	17 176	90 137
Dépréciations des VMP			14 295		14 295
Autres dépréciations	455 471			28 651	426 820
DEPRECIATION	2 895 433	8 564	14 999	963 827	1 449 620
TOTAL GENERAL	3 064 609	8 564	406 268	1 050 780	1 923 113
Dotations et reprises d'exploitation			332 388	19 374	
Dotations et reprises financières			73 880	1031 406	
Dotations et reprises exceptionnelles					

ETAT DES CREANCES ET DETTES

En €

Etat des créances	Montant brut	1 an au plus	Plus de 1 an
Créances rattachées à des participations	-		
Prêts, cautionnements et autres créances	142 324		142 324
Clients et comptes rattachés	10 582 118	10 582 118	
Fournisseurs avances et acomptes versés	14 095	14 095	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	2 374	2 374	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	3 807	3 807	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée			
Etat, autres collectivités : créances diverses	864 714	864 714	
Groupe et associés	16 348 296	16 348 296	
Débiteurs divers	2 197 325	2 197 325	
Charges constatées d'avance	439 421	439 421	
Total Général	30 594 474	30 452 150	142 324

Etat des dettes	Montant brut	1 an au plus	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunt obligataire convertible	7 500 000		7 500 000	
Autre emprunt obligataire	-			
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	622 997	622 997		
Emprunts et dettes à plus d'un an à l'origine	449 022	143 963	305 060	
Emprunts et dettes financières divers	14 822	14 822		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	-			
Fournisseurs et comptes rattachés	3 912 630	3 912 630		
Dettes fiscales et sociales	5 539 704	5 539 704		
Etat: impôt sur les bénéfices	384 488	384 488		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-			
Comptes courants passif	2 044 079	2 044 079		
Autres dettes	591 933	591 933		
Produits constatés d'avance	4 812 643	4 333 773	262 015	
Total Général	25 872 319	18 067 259	7 805 060	-

Emprunts souscrits 220 000
Emprunts remboursés en cours d'exercice 129 519

III – COMPLEMENTS D'INFORMATION RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

1. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Poste concerné (en euros)	Solde au 31-12-2017	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Solde au 31-12-2018
. Pertes de change	169 176	61 451	-86 953	0	143 675
. Plan d'actions	0	329 818	0	0	329 818
. Provisions pour litiges	0	0	0	0	0
Totaux	169 176	391 269	-86 953	0	473 493

2. OPERATIONS VIS-A-VIS DES ENTREPRISES LIEES

Les créances et dettes (y compris celles représentées par des effets de commerce) figurant respectivement soit à l'actif, soit au passif et concernant des entreprises liées ou en participation font l'objet de la récapitulation suivante :

(en euros)	Espagne	Italie	Portugal	Angleterre	USA	Canada	Allemagne	Rift	Knowesia
ACTIF									
. Prêt participatif*	415 927								
. Clients et cptes rattachés	89 221	70 791	40 553	73 888	672 126	20 594	8 494		
. Autres créances									
. Comptes courants					14 757 562	1 163 915	426 820		
. Dépréciation							-426 820		
Totaux	505 148	70 791	40 553	73 888	15 429 688	1 184 509	8 494	0	0

* dont intérêts courus 4 624

(en euros)	Espagne	Italie	Portugal	Angleterre	USA	Canada	Allemagne	Rift	Knowesia
PASSIF									
. Fourn. et cptes rattachés	11 836	5 765	26 149	14 474	358 018	33 042			
. Autres dettes			31 183						
. Comptes courants	48 945	677 390	978 774	338 970					
Totaux	60 781	683 155	1 036 107	353 444	358 018	33 042	0	0	0

Les charges et produits financiers vis à vis des entreprises liées se décomposent de la façon suivante :

(en euros)	Espagne	Italie	Portugal	Angleterre	USA	Canada	Allemagne	Rift	Knowesia
PRODUITS FINANCIERS									
. Produits financiers	4 624				389 285	36 827	12 978		
Totaux	4 624	0	0	0	389 285	36 827	12 978	0	0

(en euros)	Espagne	Italie	Portugal	Angleterre	USA	Canada	Allemagne	Rift	Knowesia
CHARGES FINANCIERES									
. Charges financières	4 942	20 427	25 043	7 638				13 930	50 381
Totaux	4 942	20 427	25 043	7 638	0	0	0	13 930	50 381

La liste des parties liées n'est pas présentée de façon détaillée dans cette annexe compte tenu du fait que les transactions avec les parties liées concernent les entités du groupe EasyVista et sont réalisées à des conditions normales de marché.

3. PRODUITS A RECEVOIR

Les produits à recevoir se présentent comme suit, au 31 décembre 2018 :

	€
. Clients - Factures à établir	6 854 242
. Etat - Produits à recevoir	451 744
. Intérêts courus à recevoir	
Total	7 305 985

4. CHARGES A PAYER

La récapitulation, par nature de dettes, des charges à payer au 31 décembre 2018, se présente comme suit :

	€
. Fournisseurs - Factures non parvenues	832 823
. Congés à payer et autres charges à payer relatives au personnel	1 958 141
. Charges sociales sur CP et autres charges à payer au personnel	888 577
. Etat - Charges à payer	481 122
. Divers - Charges à payer	75 442
. Intérêts courus à payer	108 572
Total	4 344 677

5. CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

Elles correspondent, par nature, à des éléments indiqués ci-dessous qui concernent des achats de biens ou de services dont la fourniture ou la prestation doit intervenir ultérieurement au 31 décembre 2018 :

	€
. Autres frais et com. Prest. Services	33 614
. Charges de personnel	3 315
. Concours divers	961
. Crédit-bail et locations	94 050
. Documentation	25 587
. Honoraires	13 479
. Maintenance	41 313
. Marketing	20 162
. Primes d'assurance	56 042
. Redevances, concessions	51 569
. Sous-traitance	98 335
. Téléphone, affranchissement	214
. Voyages et déplacements	779
TOTAL	439 421

6. PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

Ils représentent la quote-part des factures relative à une période postérieure au 31 décembre 2018.

	€
. Abonnements maintenance et Saas perçus d'avance	4 711 290
. Clients - Divers produits constatés d'avance	101 353
TOTAL	4 812 643

7. VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

Au 31 décembre 2018, la société disposait de 952.911 € de VMP, dont 33.613 actions propres détenues directement, comptabilisées à l'actif du bilan au cours historique pour 747.572 € et représentant 1.243.681 € au cours de clôture de l'exercice 2018. Ces actions représentent 63.865 € de capital en nominal.

Au cours de la période 15.442 actions ont été achetées à un cours moyen de 36,99€ et 14.722 actions ont été vendues à un cours moyen de 36,87€.

8. CAPITAL SOCIAL

Le capital social d'un montant total de 3.147.969,40 € se compose à la clôture de l'exercice 2018 de 1.656.826 actions de 1,90 € de valeur nominale, entièrement libérées.

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 27 septembre 2005 a autorisé le Conseil d'Administration à procéder à l'émission de 75.000 options de souscription ou d'achat d'actions jusqu'au 27 novembre 2008. Par décision du Conseil d'Administration du 15 novembre 2005, la société a émis 10.250 options de souscription ou d'achat d'actions exerçables jusqu'au 15 novembre 2015. Chaque option donne le droit de souscrire à une action d'une valeur nominale de 1,90 € au prix de 12,51 € par action. Au 30/06/2015, 2.075 options ont été exercées et ont donné lieu à une augmentation de capital de 3.942,50 €. Au 30/06/2015, compte tenu des salariés sortis et des options déjà exercées, 4.725 options peuvent encore être exercées, l'augmentation de capital sociale potentielle liée à l'exercice de ces 4.725 options est de 8.977,50 €. Par le Conseil d'Administration du 21 avril 2008, la société a émis 6.000 options de souscription ou d'achat d'actions exerçables jusqu'au 21 avril 2018. Chaque option donne le droit de souscrire à une action d'une valeur nominale de 1,90 € au prix de 2,84 € par action. Au 30/06/2016, 4.125 options ont été exercées et ont donné lieu à une augmentation de capital de 7.837,50 €. Au 31/12/2018, compte tenu des salariés sortis et des options déjà exercées, plus aucune autre option attribuée par le Conseil d'Administration du 21 avril 2008 ne peut être exercée.

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 20 décembre 2011 a autorisé le Conseil d'Administration à procéder à l'attribution gratuite de 150.000 actions en faveur de ses salariés. Par décision du Conseil d'Administration du 21 décembre 2011, la société a attribué 5.000 actions gratuites provenant des actions propres qu'elle détenait. Ces actions représentent une valeur de 11.618 € et ont été définitivement attribuées à leur bénéficiaire après la période d'acquisition. Par le Conseil d'Administration du 3 janvier 2013, la société a attribué 20.625 actions gratuites provenant des actions propres qu'elle détenait. Ces actions représentent une valeur de 87.924 € et ont été définitivement attribuées à leur bénéficiaire après la période d'acquisition. Par le Conseil d'Administration du 02 janvier 2014, la société a attribué 12.813 actions gratuites provenant des actions propres qu'elle détenait. Compte tenu des salariés sortis, seules 5.000 actions ont été attribuées définitivement au terme de la période d'acquisition, durant l'exercice 2016 représentant une valeur de 96.275 euros. Au 31/12/2018, compte tenu des salariés sortis et des actions définitivement attribuées, plus aucune autre action gratuite attribuée par le Conseil d'Administration du 2 janvier 2014 ne peut être définitivement attribuée.

L'Assemblée Générale Mixte du 27 juin 2013 a autorisé le Conseil d'Administration à procéder à l'émission de 150.000 options de souscription ou d'achat d'actions jusqu'au 27 août 2016. Par le Conseil d'Administration du 03 décembre 2013, la société a émis 9.000 options de souscription ou d'achat d'actions exerçables jusqu'au 03 décembre 2023. Chaque option donne le droit de souscrire à une action d'une valeur nominale de 1,90 € au prix de 17 € par action. Au 31/12/2018, 3.050 options au total ont été exercées dont 1.500 sur l'exercice 2018 qui ont donné lieu à une augmentation de capital en 2018 de 2850 €. Au 31/12/2018, compte tenu des salariés sortis et des options déjà exercées, 2.700 options peuvent encore être exercées, l'augmentation de capital sociale potentielle liée à l'exercice de ces 2.700 options est de 5.130 €.

L'Assemblée Générale Mixte du 26 juin 2014 a autorisé le Conseil d'Administration à procéder à l'émission de 30.000 bons de souscription d'actions jusqu'au 26 décembre 2015. Par le Conseil d'Administration du 11 septembre 2014, la société a émis 7.500 bons de souscription d'actions exerçables jusqu'au 10 septembre 2024 à condition d'avoir été souscrits avant le 31 août 2015. Le prix de souscription unitaire de ces bons est fixé à 1,21 €. Chaque bon donne le droit de souscrire à une action d'une valeur nominale de 1,90 € au prix de 24,10 € par action. Au 31/12/2018, 7.500 bons ont été exercés et pourront donner lieu lors de leur conversion à une augmentation de Capital Social potentielle de 14.250 €.

L'Assemblée Générale Mixte du 30 juin 2016 a autorisé le Conseil d'Administration à procéder à l'émission d'obligations convertibles en actions ordinaires. En conséquence, le Conseil d'Administration, lors de sa séance du 28 juillet 2016, faisant usage de la délégation susvisée, a décidé l'émission d'un emprunt obligataire en deux tranches, d'un montant nominal de sept millions cinq cent mille euros (7.500.000 €) moyennant l'émission de cent quatre-vingt-sept mille cinq cents (187.500) obligations convertibles d'une valeur nominale de quarante euros (40 €) chacune. Le Conseil d'Administration a décidé de réserver la souscription des 187.500 OC au profit des personnes et dans les proportions suivantes :

Au titre de la Première Tranche :

Porteurs d'OC	Nombre d'OC	Montant de la souscription (en €)
Isatis Développement 3	51.759	2.070.360
Conversion Funding, LLC	25.000	1.000.000
TOTAL	76.759	3.070.360

Au titre de la Seconde Tranche :

Porteurs d'OC	Nombre d'OC	Montant de la souscription (en €)
Isatis Antin FCPI 2013	7.242	289.680
Isatis Antin FCPI 2014	14.651	586.040
Isatis Expansion	26.348	1.053.920
FCPI Fortune Europe 2014	8.904	356.160
FCPI Objectif Europe	8.340	333.600
FCPI Fortune Europe 2015	14.328	573.120
FCPI Fortune Europe 2016-2017	21.210	848.400
FCPI InnovAlto	9.718	388.720
TOTAL	110.741	4.429.640

Il est rappelé que, conformément aux dispositions des articles L. 228-91 et L. 225-132 du code de commerce, cette émission emporte de plein droit, au profit des obligataires, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux 187.500 actions ordinaires d'une valeur nominale de 40 euros (prime d'émission incluse) qui pourraient être émises sur conversion des OC,

Ces options ont été souscrites aux dates suivantes :

- la Première Tranche au 28 juillet 2016 ;
- la Seconde Tranche au plus tard le 7 septembre 2016.

Le contrat d'émission des obligations convertibles en date du 28 juillet 2016, prévoit une prime de non conversion égale à 4% par an capitalisée au premier janvier de chaque année. Compte tenu de la stratégie d'investissement exposée par les porteurs d'OC ci-dessus, la probabilité de la non conversion est considérée comme négligeable à fin décembre 2018, compte tenu des performances réalisées par la société. Le montant d'une telle prime n'a donc pas été comptabilisée à fin décembre 2018.

L'Assemblée Générale Mixte du 30 juin 2016 a autorisé le Conseil d'Administration à procéder à l'émission d'options de souscription ou d'achat d'actions au bénéfice des membres du personnel salarié et/ou des mandataires sociaux (ou de certains d'entre eux) de la Société et des sociétés et groupements d'intérêt économique liés à la Société dans les conditions définies à l'article L. 225-180-I dudit code, des options donnant droit à la souscription ou à l'achat d'actions ordinaires, étant précisé que le nombre d'options attribuées au titre de la présente autorisation ne pourrait donner droit à l'achat ou la souscription de plus de 50.000 actions d'une valeur nominale de 1,90 euro l'une, étant précisé que la somme (i) des actions susceptibles d'être émises ou acquises sur exercice des options attribuées en vertu de ladite résolution, et (ii) des actions qui seraient attribuées gratuitement en vertu de la huitième résolution de ladite assemblée ne pourra excéder 60.000 actions d'une valeur nominale de 1,90 euro l'une.

Par décision du Conseil d'Administration du 10 octobre 2016, la Société a émis 30.000 options de souscription ou d'achat d'actions exerçables jusqu'au 9 octobre 2026. Chaque option donne le droit de souscrire à une action d'une valeur nominale de 1,90 € au prix de 25,10 € par action. Durant le Conseil d'Administration du 13 Février 2018 a été informé par le président, que, à la suite de son départ du groupe, le salarié bénéficiaire avait renoncé à l'exercice des 30.000 options de souscription d'actions qui lui avait été attribuées. Le conseil, a donc constaté la caducité de l'intégralité de ces options de souscription d'actions. En conséquence, au 30/06/2018 plus aucune option attribuée par le Conseil d'Administration du 10 octobre 2016 ne peut être exercée.

Par décision du Conseil d'Administration du 23 juin 2017, la Société a émis 20.000 options de souscription ou d'achat d'actions exerçables jusqu'au 30 juin 2027. Chaque option donne le droit de souscrire à une action d'une valeur nominale de 1,90 € au prix de 28,80 € par action. Au 31 décembre 2018, 1.062 options ont été exercées et ont donné lieu à une augmentation de capital de 2.017,80 €. Au 31/12/2018, compte tenu des salariés sortis et des options déjà exercées, 18.438 options peuvent encore être exercées, l'augmentation de capital sociale potentielle liée à l'exercice de ces 18.438 options est de 35.032,20 €.

L'Assemblée Générale Mixte du 29 juin 2017 a approuvé l'acquisition de la société Knowesia par la Société et le Traité d'Apport conclu avec les Apporteurs. Dans le cadre de l'opération d'acquisition, l'Assemblée Générale Mixte a approuvé une augmentation de capital de 149.670,60 euros par voie d'émission de 78.774 actions nouvelles d'une valeur nominale de 1,90 euros chacune, intégralement libérées et attribuées aux apporteurs en rémunération d'une partie de leur apport.

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 16 octobre 2017 a autorisé le Conseil d'Administration :

dans sa seconde résolution, à procéder, en une ou plusieurs fois, à l'attribution gratuite d'actions existantes ou à émettre par la Société, au profit des membres du personnel salarié de la Société, ou de certaines catégories d'entre eux, et/ou de ses mandataires sociaux qui répondent aux conditions fixées par l'article L. 225-197-1, II du code de commerce, ainsi qu'au profit des membres du personnel salarié des sociétés ou groupements d'intérêt économique dont la Société détiendrait, directement ou indirectement, au moins 10 % du capital ou des droits de vote à la date d'attribution des actions concernées et fixé à 30.000 actions d'une valeur nominale unitaire de 1,90 euro le nombre total d'actions pouvant être attribuées gratuitement par le conseil en vertu de ladite autorisation.

dans sa troisième résolution, dans le cadre des articles L. 225-177 à L. 225-185 du code de commerce, à consentir, pendant les périodes autorisées par la loi, en une ou plusieurs fois, au bénéfice des membres du personnel salarié et/ou des mandataires sociaux (ou de certains d'entre eux) de la Société et des sociétés et groupements d'intérêt économique liés à la Société dans les conditions définies à l'article L. 225-180-I dudit code, des options donnant droit à la souscription ou à l'achat d'actions ordinaires, étant précisé que :

- le nombre d'options attribuées au titre de ladite autorisation ne pourra donner droit à l'achat ou la souscription de plus de 100.000 actions d'une valeur nominale de 1,90 euro l'une, étant également précisé que s'ajoutera à ce plafond le montant supplémentaire des actions à émettre pour préserver, conformément aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de valeurs mobilières et autres droits donnant accès à des actions,
- le nombre total d'actions pouvant être souscrites sur exercice des options de souscription d'actions attribuées et non encore levées ne pourra jamais être supérieur au tiers du capital social.

Par décision du Conseil d'Administration du 13 février 2018, la société a attribué 27.700 actions gratuites. Ces actions seront définitivement attribuées aux bénéficiaires après une période d'acquisition de 1 an. Les actions gratuites seront soit prélevées sur les actions détenues, le cas échéant, par la Société à l'issue de la période d'acquisition susvisée.

Par décision du Conseil d'Administration du 13 février 2018, la société a émis 8.000 options de souscription ou d'achat d'actions exerçables jusqu'au 12 février 2018. Chaque option donne le droit de souscrire à une action d'une valeur nominale de 1,90 € au prix de 32,40 € par action.

Au 31 décembre 2018, aucune de ces options n'ont été exercées et n'ont donné lieu à une augmentation de capital. Au 31/12/2018, 100.000 options peuvent encore être exercées, l'augmentation de capital sociale potentielle liée à l'exercice de ces 100.000 options est de 190.000,00 €.

9. VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

En €

Rubriques	Capital	Primes liées au capital	Réserve légale	Résultat de L'exercice	Autres réserves	Report à nouveau	Total capitaux propres
Situation au 31 Déc 2017	3 143 102	5 992 190	86 767	(98 244)	10 709	(251 547)	8 882 977
Affectation résultat n-1				98 244		(98 244)	-
Résultat de l'exercice	-	-	-	3 113 609			3 113 609
Augmentation de capital	4 868	51 218	-				56 086
Autres mouvements	-	423 945	-		(10 709)		413 236
Variation de l'écart de conversion					-		-
Situation au 31 Déc 2018	3 147 969	6 467 353	86 767	3 113 609	-	(349 791)	12 465 908

Résultat par action au 31/12/2018 : +1,88€

10. CHIFFRE D'AFFAIRES

Ventilation du chiffre d'affaires par catégories d'activité et par zones géographiques :

Activité	Répartition géographique	Jan 2018-Déc 2018	Jan 2017-Déc 2017
Ventes de Licences	France et Dom/Tom	9 201 494	4 523 164
	CEE	1 637 248	1 020 622
	Etranger	3 278 643	2 237 172
	Sous-total ventes licences	14 117 384	7 780 959
Services	France	11 524 668	11 156 141
	CEE	69 018	140 650
	Etranger	1 137 012	1 083 130
	Sous-total services	12 730 699	12 379 922
Total Chiffre d'affaires		26 848 083	20 160 880

Ventilation du chiffre d'affaires par nature

Activité	Nature	Jan 2018-Déc 2018	Jan 2017-Déc 2017
Ventes de Licences	Licences perpétuelles	6 980 017	4 508 256
	Licences renouvelables	7 137 367	3 272 703
	Sous-total ventes licences	14 117 384	7 780 959
Services	Maintenance	3 243 766	3 085 687
	Saas et hébergement	6 903 910	7 548 243
	Prestations de services	2 567 985	1 732 151
	Autres	15 038	13 841
	Sous-total services	12 730 699	12 379 922
Total Chiffre d'affaires		26 848 083	20 160 880

11. ECARTS DE CONVERSION

Le tableau des écarts de conversion au 31 décembre 2018 est le suivant :

Poste concerné (en euros)	Devise	Cours de clôture	Ecart actif	Ecart passif
. Banque	USD	1,14500 €		61 064
. Banque	GBP	0,89453 €	11 577	
. Banque	CAD	1,56050 €		2 979
. Comptes courants	USD	1,14500 €		568 679
. Comptes courants	CAD	1,56050 €	125 242	
. Comptes courants	GBP	0,89453 €		8 312
. Fournisseurs	USD	1,14500 €	36	2 637
. Fournisseurs	GBP	0,89453 €		219
. Fournisseurs	CAD	1,56050 €		1 340
. Clients	GBP	0,89453 €	1 119	
. Clients	CAD	1,56050 €	833	
. Clients	USD	1,14500 €	4 868	
TOTAL			143 675	645 230

Une provision pour perte latente de change destinée à couvrir l'écart de conversion actif a été constituée pour 143 675€.

12. CREANCES ET DETTES REPRESENTEES PAR DES EFFETS DE COMMERCE

Créances représentées par des effets de commerce

Le montant des créances représentées par des effets de commerce au 31 décembre 2018 est nul.

Dettes représentées par des effets de commerce

Les dettes représentées par des effets de commerce retournés aux fournisseurs au 31 décembre 2018 est nul.

13. TRANSFERTS DE CHARGES D'EXPLOITATION ET CHARGES FINANCIERES

La récapitulation, par type, des transferts de charges au 31/12/2018, se présente comme suit :

TRANSFERTS DE CHARGES	€
Exploitation	
Avantages en nature	168 263
Indemnités journalières et de prévoyance	
Autres	
Total transfert de charges d'exploitation	168 263
Financier	
Intérêts sur OCA comptabilisés à tort sur 2017	96 150
Autres	
Total transfert de charges financières	96 150

14. CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS

CHARGES EXCEPTIONNELLES (en €)	Jan 2018-Déc 2018
Autres charges exceptionnelles	213 137
Charges exceptionnelles sur exercices antérieurs	4 014
Mali provenant du rachat d'actions propres	9 708
Dotation aux provisions exceptionnelles	21 417
Total Charges exceptionnelles	248 276

PRODUITS EXCEPTIONNELS	Jan 2018-Déc 2018
(en €)	
Autres produits exceptionnels	25
Produits exceptionnels sur exercices antérieurs	10 699
Produits de cession d'immobilisations,corporelles	150
Boni provenant du rachat d'actions propres	60 621
Total Produits exceptionnels	71 494

15. FRAIS DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Les frais de recherche et développement n'ont pas été capitalisés au titre de l'exercice 2018, mais inscrits directement en charges. Ils représentent globalement 3.563 k€ au 31 décembre 2018.

16. CREDIT D'IMPOT POUR LA COMPETITIVITE ET L'EMPLOI

En application de l'article 244 quater C nouvellement créé du code général des impôts, les entreprises imposées d'après leur bénéfice réel bénéficient d'un crédit d'impôt assis sur le montant brut des rémunérations n'excédant pas 2.5 fois le SMIC versés aux salariés au cours de l'année civile. Le taux est fixé à 6% pour les rémunérations versées à compter du 01/01/2018.

Le crédit d'impôt ayant pour objet l'amélioration de la compétitivité des entreprises et ainsi leur permettre de réaliser des efforts en matière d'investissements, de recherche, d'innovation, de formation, de recrutement, de prospection de nouveaux marchés et de reconstitution de leur fonds de roulement, la loi indique que l'entreprise devra retracer dans ses comptes annuels l'utilisation du CICE conformément à ces objectifs.

En outre, le CICE ne peut ni financer une hausse de la part des bénéfices distribués, ni augmenter les rémunérations des personnes exerçant des fonctions de direction dans l'entreprise. Cette somme a été comptabilisée en déductions des frais de personnel au crédit du compte 645. A ce titre, il a été provisionné un montant de 67 521 € sur l'exercice 2018.

IV - ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

1. REMUNERATION DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION

Les membres du Conseil d'administration ne perçoivent aucun jeton de présence. Les rémunérations versées aux membres du Conseil d'Administration ont représenté en totalité 1.109.951 au 31 décembre 2018.

2. EFFECTIF

La situation de l'effectif se présente comme suit :

Catégories	Effectif fin de période	Effectif moyen
Cadres	105	95
Employés	2	3
Apprentis	7	4
Total	114	102

3. LISTE DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

	Espagne €	Italie €	Portugal €	Allemagne €
. Capital et primes d'émission	146.190 €	10.000 €	50.000 €	25.000 €
. Réserves	<181.013> €	471.797 €	953.945 €	<525.855> €
. Quote-part du capital détenue par Easyvista SA	100%	100%	100%	100%
. Valeur d'inventaire des titres détenus	409.116 €	407.447 €	1.359.437 €	25.000 €
. Chiffre d'affaire de la période	2.096.546 €	821.067 €	1.650.986 €	128.825 €
. Résultat de la période	<83.989> €	98.032 €	137.812 €	39.953 €
. Dépréciations				
. Solde C/C au bilan : créances <dettes>	<48.945> €	<677.390> €	<978.774> €	426.820 €

	Angleterre GBP et €	USA USA et €	Canada CAD et €
. Capital et primes d'émission	985.983 £	20.000 \$	1.000 \$
. Réserves	<734.987> £	<16.967.130> \$	<1.938.699> \$
. Quote-part du capital détenue par Easyvista SA	100%	100%	100%
. Valeur d'inventaire des titres détenus	2.756.368 €	18.704 €	828 €
. Chiffre d'affaire de la période	398.062 £	8.958.121 \$	648.856 \$
. Résultat de la période	196.420 £	<545.576> \$	<200.335> \$
. Dépréciations	<918.368> €		
. Solde C/C au bilan : créances <dettes>	<338.970> €	14.757.562 €	1.163.915 €

4. **CREANCES CEDEES NON ENCORE RECOUVREES**

Le montant total des créances cédées au factor et non encore recouvrées au 31 décembre 2018 représente : 3.612.923€.

5. **ENGAGEMENTS HORS BILAN**

Engagements donnés

1. Nantissements :

	€
<ul style="list-style-type: none">Nantissement du fonds de commerce en faveur du Trésor PublicNantissement du fonds de commerce en faveur du CICNantissement du fonds de commerce en faveur de HSBC	 220 000 120.000

Engagements reçus

1. Engagement de garantie

	€
<ul style="list-style-type: none">Contre garantie OSEO sur prêt HSBCCaution	 60.000 NEANT

2. Cautions données par d'autres personnes physiques

	€
<ul style="list-style-type: none">Emprunts auprès des établissements de crédit	NEANT

Engagements de retraite

Les engagements de retraite et avantages assimilés ont été évalués en utilisant la méthode actuarielle des unités de crédit projetées appliquée séparément à chaque salarié. Cette méthode permet de répartir la valeur actuarielle des prestations futures sur chacune des années de service du salarié.

Les engagements de retraite sont calculés sur la base de l'ancienneté du personnel et en fonction des dispositions de la Convention Collective. Le montant de ces engagements représente 859 596 € au 31 décembre 2018. Ces engagements ne sont pas comptabilisés dans les comptes sociaux.

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

En €

Jan 2018-Déc 2018 Jan 2017-Déc 2017

Flux liés à l'activité	665 681	(1 034 648)
Résultat Net	3 113 609	(98 244)
Elimination des éléments non monétaires	(403 341)	(106 817)
Plus ou moins values de cessions	(51 063)	(33 581)
Impôts différés	0	0
CAF	2 659 205	(238 642)
Variation Créances	(2 224 293)	(3 702 078)
Variation Dettes	1 758 089	4 867 783
Variation comptes de régularisation	852 874	(322 186)
Comptes courants Interco	(2 664 116)	
Pertes et gain de change	0	(1 597 743)
Autres variations	283 922	(41 783)
Variation BFR	(1 993 524)	(796 006)
Flux liés aux opérations d'investissements	(396 586)	(3 105 703)
Acquisition d'immobilisations	(380 191)	(3 100 121)
Cessions d'immobilisations	150	0
Variation du contrat de liquidités long terme	(20 694)	(5 582)
Dividendes versés aux actionnaires	0	0
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	0	0
Subventions d'investissement reçues	0	0
Incidence des variations de périmètre	4 149	
Flux liés aux opérations financières	202 794	(284 051)
Augmentation de capital en numéraire	56 086	0
Réduction de capital	0	0
Emission d'emprunt	220 000	93 750
Remboursement d'emprunts	(129 394)	(407 418)
Variation des intérêts courus	5 189	
Cession nette des actions propres	50 913	29 617
Ecart de conversions	0	0
Variation de trésorerie Totale	471 888	(4 424 402)
Trésorerie d'ouverture	270 065	4 694 467
Total Variation de trésorerie	471 889	(4 424 402)
Trésorerie de clôture	741 954	270 065